

circulation pour l'achat des fournitures nécessaires des marchands coloniaux? Étaient-elles de la drôle de monnaie? Pourquoi l'étaient-elles et, dans le cas contraire, pourquoi pas? Toute personne qui ne peut répondre à cette question ne connaît rien en fait de monnaie. Cette monnaie de cartes à jouer qui est demeurée en usage jusqu'à la chute de Québec en 1759 a eu un rôle admirable. Et la monnaie créée pour la compagnie de la Baie d'Hudson et utilisée par cette compagnie pour l'achat des peaux de castor? Était-elle de la monnaie saine? Cette monnaie a eu cours pendant plusieurs décennies dans le commerce de la fourrure de l'Ouest canadien.

Et les billets de l'Île de Guernesey, que le gouvernement a fait imprimer et mettre en circulation en 1814? Trois mille livres de cette monnaie ont servi à payer la construction du célèbre marché de l'Île de Guernesey. Ces billets étaient-ils de la monnaie saine, de drôle de billets ou de bons billets? De 1815 à 1829, des billets de Guernesey pour des dizaines de milliers de livres ont été imprimés, et prudemment et sagement en même temps que négligemment mis en circulation pour payer les améliorations de cette île-jardin de 5½ sur 9½ milles. Il y en eut pour 4,000 livres en juin 1820 pour liquider une partie de la dette flottante, 580 livres en juin 1821 pour régler certaine dette portant intérêt et ainsi de suite comme le rapporte "The Story of Money", écrit par sir Norman Angell et publié en 1830 (voir les pages 252 à 257). Ces billets étaient-ils du drôle d'argent? Leur emploi a permis des réalisations presque incroyables.

Et les billets du Canada imprimés par le ministre des Finances sous l'empire de la loi fédérale sur les billets de banque de 1868, de 1868 à 1914? Étaient-ils de la monnaie saine? S'ils étaient bons, pourquoi l'étaient-ils dans chaque cas? Et les billets du Canada imprimés par le ministre des Finances sous l'empire de la loi de finance de 1914 et de 1923 pour des centaines de millions de dollars qui ont été mis en circulation par les banques à charte du Canada et des dizaines de millions de dollars dépensés au cours de la première guerre mondiale? Étaient-ils de drôles de billets ou de bons billets? Si la réponse est oui, quelle était donc la raison dans chaque cas? Sir Thomas White, éminent ministre des finances du gouvernement conservateur de la première guerre mondiale et du gouvernement d'union de la période de reconstruction postérieure à la première guerre mondiale estimait que ces billets étaient valables. Les députés sont-ils de cet avis? Sir Thomas, dans le mémoire où il expose un avis contraire à celui du rapport

[M. Blackmore.]

de la Commission royale d'enquête sur la banque et la monnaie au Canada, publié en 1933, ainsi qu'on peut le voir à la page 85 de ce rapport, a écrit ce qui suit:

A mon sens, nulle banque centrale dans le monde entier...

Qu'on remarque bien l'expression "dans le monde entier".

...pendant la Guerre, n'a fonctionné plus régulièrement ou a procuré des résultats immédiats plus prompts pour les fins de la finance nationale et industrielle que la loi financière du Canada, de 1914. J'estime, de plus, que durant la période en question et le stage très difficile de la soi-disant reconstruction qui a suivi l'Armistice, nul système monétaire ne s'est révélé plus efficace ou mieux approprié aux besoins nationaux que le régime des banques à charte du Canada, renforcé par les dispositions de la loi financière de 1914.

Puis il a ajouté:

A mes yeux, le système financier canadien a maintenu jusqu'en ce moment le même haut degré d'efficacité. Nous en avons, du moins, une preuve partielle dans la stabilité de ce régime pendant la crise mondiale sans précédent des quatre dernières années.

Quiconque connaissant l'auteur de cet éditorial du *Financial Post* devrait l'inviter à lire quelques-unes de ces remarques et d'en faire son profit! A la suite de ce que j'ai dit, certaines des choses publiées dans cet article du *Financial Post* paraissent tout simplement absurdes, parfaitement absurdes!

Je félicite le premier ministre (M. Diefenbaker) du programme qu'il a énoncé en vue d'améliorer les conditions sociales du Canada. Il aura besoin de beaucoup d'argent. Où va-t-il le prendre? La première question qu'il doit se poser, c'est de savoir si les Canadiens sont en mesure de fournir ce qu'il faut. Il aura à nourrir, vêtir, abriter, instruire, garder en santé, défendre les Canadiens et mettre à leur disposition un niveau de bien-être auquel ils ont droit de s'attendre et que le premier ministre actuel tient à ce qu'ils aient. Les Canadiens sont-ils capables (et ils le sont, si l'occasion leur est donnée) de fournir le lait et les produits du lait, la viande, les céréales, les légumes, les fruits, le sucre, et le reste de toutes les denrées alimentaires dont nous avons besoin? Il nous faut répondre par un oui éclatant.

Dans ce cas, nous devons assurément être capables d'obtenir l'argent nécessaire. Un dollar n'est qu'un billet qui permet d'acheter des biens et services. C'est simplement un billet ou un droit. Dans ce cas, plus une collectivité est capable de produire de biens et services et de les livrer au moment voulu, plus elle devrait être capable de créer de billets ou de droits sur les biens et services.

Un directeur, dont le théâtre compte 500 places, devrait pouvoir délivrer 500 billets. Ce même directeur, ayant 1,000 places, devrait